

**CORRIGENDUM AU DOCUMENT ADF/ZF/MTR-ADF-V/90/02**

**RAPPORT SUR L'EVALUATION  
A MI-PARCOURS DES OPERATIONS DU FAD-V**



### 3. FINANCES

#### 3.1 Arriérés au titre des prêts et politique des sanctions

Les Gouverneurs ont noté que le nombre de pays sous sanctions, ainsi que le volume des arriérés au titre des prêts augmentent progressivement. La Banque doit donc examiner de nouvelles mesures pour résoudre la situation des arriérés tout en prenant des dispositions de renforcement de sa politique des sanctions.

3.1.1 Les données sur l'évolution des arriérés au titre des prêts sont indiquées aux tableaux 3.1 et 3.2 ci après :

**Tableau 3.1**  
**Evolution des arriérés**  
(milliers d'UCF)

	<u>Déc. 1987</u>	<u>Déc. 1988</u>	<u>Sept. 1988</u>	<u>Sept. 1989</u>
a) Arriérés en fin de période	58 935	73 354	106 958	112 072
b) Encours total des prêts	1 548 773	2 013 041	1 938 893	2 363 904
c) Arriérés au titre des prêts en cours (%)	3,81	3,65	5,52	4,74
d) Principal non amorti sur prêts avec arriérés	412 974	416 228	693 123	790 028
e) Encours avec arriérés/ encours total des prêts (d/b) (%)	26,66	20,68	35,75	33,42

**Tableau 3.2**  
**Analyse comparée par âge des arriérés**

	<u>Jusqu'à 6 mois</u> %	<u>Jusqu'à 12 mois</u> %	<u>12-24 mois</u> %	<u>Plus de 24 mois</u> %
Au 30/9/88	52,90	20,32	12,21	14,57
Nombre de pays	29	10	6	2
Au 30/9/89	53,40	10,69	12,07	23,84
Nombre de pays	25	6	4	2

3.1.2 Les tableaux ci-dessus montrent que si le niveau global des arriérés au titre des prêts a augmenté, cette hausse des arriérés suit l'augmentation du portefeuille de prêts de la Banque. Néanmoins, la Direction reconnaît pleinement que compte tenu de la situation économique qui prévaut actuellement dans la plupart des pays africains, le problème des arriérés mérite une attention particulière.

3.1.3 Par conséquent, les arriérés sur prêts constituent une préoccupation majeure aussi bien pour la Direction que pour le Conseil. On a donc intensifié les efforts pour identifier les situations pouvant créer des difficultés et pour oeuvrer de concert avec les pays membres afin de mieux programmer les paiements prévus à la Banque. En collaboration avec d'autres institutions financières internationales, la Banque étudie également des méthodes audacieuses pour aider les pays à générer les recettes nécessaires pour réduire les arriérés. En attendant, le Conseil procède à un réexamen de la politique de sanctions de la Banque, de façon à permettre un traitement plus efficace de ce problème.

### 3.2 Arriérés au titre des souscriptions

**Les Gouverneurs ont demandé à la Direction de leur communiquer des informations sur les mesures qu'elle compte prendre pour aborder la question des arriérés au titre des souscriptions et de fournir des détails sur les conséquences que ces arriérés auront pour le choix de la date de la prochaine augmentation de capital.**

3.2.1 Au 30 septembre 1989, les arriérés au titre des souscriptions se chiffraient à 88,5 millions d'UC, contre 93,1 millions d'UC pour l'année précédente, soit une baisse de 4,88 pour cent par rapport au niveau antérieur. Le nombre de pays en arriérés de paiements est tombé de 39 en 1988 à 30 en 1989. La Direction reconnaît que davantage d'efforts s'imposent, mais on notera que cette amélioration est la conséquence des nombreux efforts déployés par la Banque en vue de sensibiliser les pays accusant des arriérés par des lettres de rappel périodiques émanant des membres du Conseil et de la Direction et relatives à la nécessité de liquider ces arriérés. Au 30/9/89, les arriérés au titre des souscriptions représentaient 0,71 pour cent du capital sujet à appel et 5,41 pour cent du capital libéré. Si l'on considère la tendance actuelle, les arriérés devraient être considérablement réduits d'ici à 1991 surtout grâce aux mécanismes mis en place dans le cadre de l'AGC-IV. L'application des règles de cession des actions de 1982 devrait aussi freiner la croissance du niveau des arriérés et en améliorer la structure d'âge. En conséquence, les arriérés ne devraient pas avoir une incidence notable sur le choix de la date de la prochaine augmentation du capital.

3.3 **Niveaux de prêts ; choix de la date de la prochaine augmentation de capital et conséquences de la fraction de 33,3 pour cent retenue pour les prêts à l'appui des réformes de politique économique.**

**Les Gouverneurs ont demandé à la Direction d'analyser l'effet des différents niveaux de prêts pendant le reste de la période de l'AGC-IV sur le choix de la date de la prochaine augmentation de capital et les incidences sur la situation financière de la Banque d'un montant de 33,33 pour cent de prêts à l'appui des réformes de politique économique.**

3.3.1 Il a été souligné au paragraphe 2.1.4 que compte tenu du volume de prêt annuel de la Banque pour 1987-89, le scénario portant sur 6,5 milliards d'UC est le plus réaliste compte tenu des besoins en ressources extérieures de l'Afrique et de la durabilité des efforts de réformes en cours. Ainsi, les projections de la Direction ont été fondées sur l'hypothèse d'un profil de décaissement plus court et d'un niveau de prêt de 6,5 milliards d'UC pour la période 1987-1991, dont 30 pour cent représentent des prêts à l'appui de réformes. Ces projections reflètent une approche prudente de la croissance du bilan de la Banque jusqu'en 1991.

3.3.2 Ces hypothèses permettent d'arriver aux conclusions suivantes :

- (i) D'ici à 1991, la Banque se trouvera dans ses limites statutaires fixées pour le niveau de l'encours des prêts par rapport au capital. En outre, le niveau de l'encours total de la dette se situera nettement à l'intérieur des projections déjà fournies aux agences de cotation.
- (ii) Après avoir engagé 6,5 milliards d'UC pendant la période 1987-1991, la Banque sera en mesure de financer des engagements de prêt supplémentaires jusqu'à concurrence d'un maximum de 7,5 milliards d'UC. Si l'on retient l'objectif d'engagement annuel de 1 745 millions d'UC indiqué pour 1991, cela se traduit par quatre années supplémentaires de prêt (c'est-à-dire jusqu'en 1995), d'après les estimations actuelles.
- (iii) Pour financer ces engagements, et en guise de solution de rechange à une nouvelle demande d'augmentation du capital, le niveau des emprunts sur les marchés financiers, sur une base subordonnée, va être relevé et finira par dépasser 40 pour cent du total des emprunts. Les emprunts seront donc basés sur la totalité de la surface financière et des réserves de la Banque.
- (iv) En dehors des tensions périodiques exercées sur les flux de trésorerie à court terme de la Banque, dues à l'ampleur et au rythme des décaissements des prêts à l'appui des réformes de politique économique, que la Direction résoudra en faisant de bonnes prévisions de trésorerie, le rythme et la taille des décaissements n'auront à moyen terme aucune influence défavorable sur la situation financière de la Banque.

3.3.3 En retenant comme hypothèses un montant de 6,5 milliards d'UC et le volume indiqué de prêts à l'appui des réformes de politique économique, une augmentation de capital aussitôt après 1991 n'est pas nécessaire en raison de la marge de prêt prévue de 7,5 milliards d'UC qui restera. La Direction met actuellement au point une stratégie de financement détaillée qui englobera les niveaux de prêt annuels prévus au-delà de 1991 et répondra à la nécessité d'assurer que l'augmentation prévue du montant des emprunts pour la dette subordonnée sera bien accueillie sur les marchés de capitaux. L'objectif de la Direction sera de faire davantage accepter par les marchés financiers les émissions de titres représentatifs de la dette subordonnée de la Banque et de financer les engagements de prêt de manière rentable en utilisant cet instrument chaque fois que de besoin.